

Questions orales

ON DEMANDE QUAND LE GOUVERNEMENT DÉPOSERA LE PLAN PROMIS IL Y A DEUX ANS

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au ministre responsable des Postes canadiennes.

On nous promet d'arriver avec un plan pour régler la situation des Postes depuis deux ans. Déjà on nous annonce la deuxième augmentation du prix des timbres, cela fait 4c. Quand le gouvernement tiendra-t-il ses promesses et déposera-t-il ce plan d'affaires que l'on nous promet depuis déjà deux ans?

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je suis un peu surpris de l'impatience de mon collègue. Premièrement, parce que d'abord je voudrais lui dire qu'il n'est absolument pas question qu'une décision relative à l'augmentation des tarifs postaux soit confirmée et, deuxièmement, je voudrais tout simplement lui rappeler que l'administration précédente n'a jamais semblé préoccupée par l'effet de réduire le déficit à la Société canadienne des postes non plus que d'améliorer le service.

* * *

[Traduction]

L'AVORTEMENT

LA COMPILATION DES STATISTIQUES

M. John Oostrom (Willowdale): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Approvisionnements et Services. Statistique Canada a décidé récemment de cesser de recueillir des statistiques sur l'avortement. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a par la suite laissé entendre qu'il continuera peut-être à recueillir des statistiques sur l'avortement. Ne serait-il pas plus efficace et moins coûteux de laisser Statistique Canada continuer à recueillir ces statistiques sur l'avortement puisqu'elle dispose déjà des outils nécessaires? La ministre annulera-t-elle la décision précédente prise en août?

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de me fournir la chance de donner l'information à la Chambre au sujet de cette situation que je trouve importante. Des rencontres ont été organisées entre les fonctionnaires de mon ministère et du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. J'attends donc le rapport. Je veux, monsieur le Président, donner l'assurance que, comme femme et comme membre du gouvernement, j'ai l'intention de présenter un programme qui reflétera exactement la situation qui se vit actuellement au Canada face aux avortements thérapeutiques. Je suivrai donc de très près le dénouement de cette situation.

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

ON DEMANDE D'AMÉLIORER LE SERVICE AVANT DE MAJORER LES TARIFS POSTAUX

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé de la Société canadienne des postes. Est-il disposé à assurer aux Canadiens qu'il améliorera le service postal avant d'approuver des majorations des tarifs postaux?

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je le répète, le gouvernement entend apaiser les préoccupations des Canadiens en améliorant le service tout en réduisant le déficit de la société. Nous tenterons de régler la question de la façon que nous jugerons la plus appropriée. Nous annoncerons notre décision dès que nous serons prêts.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, je reviens à ma première question. Assurera-t-il aux Canadiens qu'avant d'approuver une majoration des tarifs postaux ou des frais liés à la livraison postale et imposés aux Canadiens, il améliorera le service?

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, c'est précisément la même question à laquelle j'ai répondu au nom de mon collègue. Je voudrais assurer au député que nous avons reçu le plan proposé par la société. Il est à l'étude et dès que nous serons prêts, nous ferons l'annonce voulue.

* * *

LES PÊCHES

LE POISSON PÊCHÉ ILLÉGALEMENT EN NOUVELLE-ÉCOSSE

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Vendredi dernier, le 17 octobre, le quotidien *The Chronicle Herald* de Halifax publiait ce qui suit:

Jusqu'à la moitié du poisson pêché en Nouvelle-Écosse est pris illégalement dans le cadre d'un grand marché noir du poisson et ces prises non déclarées pourraient rapporter aux pêcheurs de 40 à 65 millions cette année.

Cette nouvelle a été confirmée par le ministre des Pêches en Nouvelle-Écosse et aussi par les porte-parole du secteur. Quelles mesures le gouvernement entend-il prendre dans l'immédiat pour faire enquête sur ces accusations fort graves?

L'hon. John C. Crosbie (ministre suppléant des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, le ministre a dû s'absenter aujourd'hui pour des raisons officielles. Je lui communiquerai bien sûr la question. Je sais que l'on examine le dossier en ce moment. Le ministre aura tous les renseignements voulus à son retour à la Chambre.